

Brochure n° 3273

Convention collective nationale

IDCC : 1763. – **MANUTENTION PORTUAIRE**

ACCORD DU 30 JUIN 2009

RELATIF AU CHAMP D'APPLICATION ET AUX BÉNÉFICIAIRES

NOR : *ASET0951108M*

IDCC : 1763

Entre :

L'union nationale des industries de la manutention (UNIM) ;

L'union des ports de France (UPF),

D'une part, et

La CFTC ;

La FGTE CFDT ;

La FNPD CGT ;

La FEETS CGT-FO ;

La FNSIIC,

D'autre part,

Considérant qu'aux termes de l'article 14 de la loi du 4 juillet 2008 portant réforme portuaire, il est précisé que pour prendre en compte les caractéristiques communes aux activités de manutention, d'exploitation d'outillages et de maintenance des outillages de quai, les organisations professionnelles représentant les entreprises de manutention et celles représentant les ports ainsi que les organisations syndicales représentatives des salariés des ports et des entreprises de manutention doivent engager une négociation dont l'objet est de définir le champ d'application d'une convention collective en vue de sa conclusion avant le 30 juin 2009 ;

Considérant le décret du 28 novembre 2008 (loi n° 2008-660) rendant obligatoires aux grands ports maritimes, aux entreprises de manutention et aux salariés des ports les dispositions de l'accord-cadre du 30 octobre 2008 pris en application de l'article 11 de la loi du 4 juillet 2008 portant réforme portuaire ;

Considérant que le préambule de l'accord-cadre interbranches du 30 octobre 2008 en ce qui concerne la négociation d'un nouveau dispositif conventionnel précise que « cette négociation sera engagée dans les meilleurs délais, les organisations patronales ayant proposé la constitution d'une commission mixte paritaire. A cette occasion, la définition du champ d'application sera examinée sans *a priori* » ;

Considérant que les négociations de cette convention collective vont au-delà du champ d'application défini par la loi du 4 juillet 2008 ;

Considérant qu'il y a la nécessité de repousser le terme des négociations au 31 décembre 2009 ;

Considérant l'utilité d'examiner dans le cadre de l'instruction de l'extension l'absence de chevauchement avec d'autres dispositifs conventionnels étendus ;

Attendu par ailleurs que le présent accord ne porte que sur le périmètre d'une nouvelle convention collective et ne préjuge en rien de sa finalisation ;

Attendu que le présent accord n'engage en aucune façon ses signataires à conclure et signer ladite convention collective une fois sa négociation accomplie ;

Attendu que des demandes ont été formulées pour inclure dans ce champ d'autres activités ainsi que des acteurs situés outre-mer et que celles-ci sont restées à ce jour en attente de réponse,

il a été convenu ce qui suit :

Les parties, sous les considérants énoncés ci-dessus, se sont mises d'accord sur le texte des articles « Champ d'application » et « Bénéficiaires » reproduits ci-après.

Article 1^{er}

Champ d'application

Les dispositions de la convention collective nationale portuaire unifiée ports et manutention s'appliquent aux entreprises, établissements ou toute autre structure, quelle que soit l'activité principale de l'entreprise dont dépend cet établissement ou cette structure, situés en France métropolitaine, et dont l'activité déployée à titre principal est l'une des activités énumérées ci-après :

1. L'administration et/ou l'exploitation, l'entretien et la police de ports maritimes de commerce et/ou de pêche, qu'ils soient gestionnaires directs (notamment grands ports maritimes) ou délégués (notamment concessionnaires dans les ports décentralisés) ;

2. La manutention portuaire dans les ports maritimes de commerce ;

3. L'exploitation et/ou la maintenance d'outillages de quai pour la manutention de vracs solides ou marchandises diverses et l'exploitation et/ou la maintenance d'outillages d'engins de radoub des ports maritimes ;

4. L'exploitation et/ou la maintenance des installations de chargement et déchargement de vracs liquides lorsqu'elles sont exercées par une filiale des entreprises visées au 1 quand bien même la participation détenue deviendrait minoritaire.

5. L'exploitation et/ou la maintenance des engins de dragage et ouvrages portuaires (ponts, écluses...) lorsqu'elles sont exercées par un grand port maritime, une de ses filiales ou une société dans laquelle il détient une participation, ou par un concessionnaire.

Les dispositions de la convention collective nationale portuaire unifiée ports et manutention s'appliquent également dans les conditions visées au premier alinéa :

- aux entreprises, établissements ou toute autre structure situés dans les départements d'outre-mer dont l'activité est l'administration et/ou l'exploitation de ports maritimes de commerce et/ou de pêche ;
- aux entreprises, établissements ou toute autre structure situés dans le département de La Réunion dont l'activité est la manutention portuaire dans les ports maritimes de commerce.

A titre indicatif, les activités concernées par le champ d'application de la présente convention collective relèvent des codes NAF 52.22Z et NAF 52.24A.

Article 2

Bénéficiaires

Les dispositions de la présente convention collective s'appliquent à l'ensemble des salariés des entreprises, établissements visés au champ d'application défini ci-dessus et appartenant aux catégories ci-après définies :

- ouvriers ;
- ouvriers dockers ;
- employés ;
- techniciens ;
- agents de maîtrise ;
- cadres.

Des dispositions particulières préciseront, en tant que de besoin, les conditions applicables à chacune des catégories visées ci-dessus.

Cas particuliers

1. Ouvriers dockers

La loi du 9 juin 1992 a défini les différentes catégories d'ouvriers dockers :

Ouvriers dockers professionnels mensualisés :

Les dockers professionnels mensualisés sont les ouvriers qui ont conclu avec un employeur un contrat de travail à durée indéterminée.

Ils sont librement recrutés par leur employeur. Toutefois, dans les ports visés par l'article L. 511-1 du code des ports maritimes, ils sont recrutés en priorité et dans l'ordre parmi les ouvriers dockers professionnels intermittents, puis parmi les ouvriers dockers occasionnels qui ont effectué au moins 100 vacations travaillées sur le port au cours des 12 mois précédant leur embauche, puis parmi toutes les autres personnes possédant les aptitudes nécessaires pour le poste à pourvoir.

Les ouvriers dockers professionnels ainsi recrutés conservent, s'ils en étaient possesseurs au 1^{er} janvier 1992, leur carte professionnelle et restent immatriculés au registre prévu au *a* de l'article L. 521-4 du code des ports maritimes.

Ils sont embauchés par un employeur dans le cadre des dispositions de la présente convention collective et peuvent avoir accès dans les mêmes conditions que tout salarié, en fonction de leurs qualités professionnelles, aux emplois disponibles dans l'entreprise.

Dans les ports visés par l'article L. 511-1 du code des ports maritimes, ils seront employés en priorité aux travaux définis à l'article R. 511-2 du code des ports maritimes, ainsi qu'à tous autres emplois relevant de leur compétence et de leur qualification.

Ouvriers dockers professionnels intermittents :

Les dockers professionnels intermittents sont les ouvriers titulaires de la carte G au 1^{er} janvier 1992 qui n'ont pas conclu de contrat à durée indéterminée avec un employeur.

Ils sont recrutés en priorité pour les travaux définis à l'article R. 511-2 du code des ports maritimes lorsque les entreprises n'utilisent pas uniquement des dockers professionnels mensualisés.

Ouvriers dockers occasionnels :

Les dockers occasionnels constituent une main-d'œuvre d'appoint à laquelle il n'est fait appel qu'en cas d'insuffisance du nombre des dockers professionnels.

Ils n'ont aucune garantie d'activité et ne sont donc pas tenus de se présenter quotidiennement dans les entreprises. Ils ne tirent pas leur revenu annuel principal de ce travail.

Ils bénéficient du régime d'assurance chômage dans les conditions définies à l'annexe IV du règlement général d'assurance chômage (travailleurs intermittents) modifiée et agréée par l'arrêté du 16 octobre 1992.

Lorsqu'un ouvrier docker passe dans une autre catégorie professionnelle, il abandonne les droits et obligations attachés à sa catégorie d'origine. Il bénéficie de plein droit des avantages attachés à la catégorie dont relève sa nouvelle fonction et se trouve soumis aux obligations de cette nouvelle fonction.

Conformément à la loi du 9 juin 1992, les ouvriers dockers titulaires de la carte professionnelle au 1^{er} janvier 1992 la conservent.

2. Personnels des grands ports maritimes (GPM) dont les contrats de travail se poursuivent chez les opérateurs de terminaux ou dans les filiales des GPM en application de la loi du 4 juillet 2008.

Outre les dispositions de la présente convention collective, ces personnels bénéficient des dispositions de l'accord-cadre du 30 octobre 2008 rendues obligatoires par décret du 28 novembre 2008.

3. Marins

La présente convention collective ne s'applique pas au personnel marin.

Des accords d'entreprise ou d'établissement préciseront les droits et avantages dont ils bénéficient et qui ne sont pas régis par leur statut légal et conventionnel.

4. Fonctionnaires

Les dispositions de la présente convention s'appliquent également aux fonctionnaires qui, bénéficiant du statut de la fonction publique, sont détachés au sein des établissements relevant de cette convention, et ce pour la durée de ce détachement, sauf pour les dispositions qui sont incompatibles avec le statut de la fonction publique.

5. Salariés assurant la formation au sein des GPM ou de leurs filiales

Les dispositions de la présente convention s'appliquent également aux salariés des grands ports maritimes ou de leurs filiales assurant la formation.

(Suivent les signatures.)